

—H

750

2

no.5

31188000452

00991

DA
750
B2
no.5

d'Escoffe.

Arts Division

Date due .

[illegible]



DISCOVERS PARTICVLIER D'ESCOSSE :
ESCRIT PAR COMMANDEMENT ET ORDONNANCE
DE LA ROYNE DOVARIERE ET REGENTE,
PAR MESSIRES
IACQUES MAKGILL CLERC DV REGISTRE,
ET
IEAN BELLENDEN CLERC DE LA IVSTICE.
XI IANVIER M.D.LIX.

IMPRIMÉ À EDINBOVRG.
M.D.CCC.XXIV.

THE LIBRARY
UNIVERSITY OF GUELPH

INSCRIBED

TO THE BANNATYNE CLUB

BY T. THOMSON.

THE BANNATYNE CLUB,
MDCCCXXIV.

SIR WALTER SCOTT, BART.
President.

THE RIGHT HONOURABLE WILLIAM ADAM, LORD CHIEF
COMMISSIONER OF THE JURY COURT,
SIR WILLIAM ARBUTHNOT, BART.
JAMES BALLANTYNE, ESQ.
SIR WILLIAM MACLEOD BANNATYNE,
ROBERT BELL, ESQ.
WILLIAM BLAIR, ESQ.
GEORGE CHALMERS, ESQ.
HON. JOHN CLERK, LORD ELDIN,
HENRY COCKBURN, ESQ.
ARCHIBALD CONSTABLE, ESQ.
DAVID CONSTABLE, ESQ.
J. T. GIBSON CRAIG, ESQ. JUN.
ROBERT DUNDAS, ESQ.
ROBERT GRAHAM, ESQ.
HENRY JARDINE, ESQ.
THOMAS KINNEN, ESQ.
DAVID LAING, ESQ.
REVEREND DOCTOR JOHN LEE,
JAMES MAIDMENT, ESQ.
THOMAS MAITLAND, ESQ.
GILBERT LAING MEASON, ESQ.
EARL OF MINTO,
JOHN ARCHIBALD MURRAY, ESQ.

ROBERT PITCAIRN, ESQ.

THE RIGHT HONOURABLE SIR SAMUEL SHEPHERD, LORD

CHIEF BARON OF SCOTLAND,

ANDREW SKENE, ESQ.

JAMES SKENE, ESQ.

GEORGE SMYTHE, ESQ.

THOMAS THOMSON, ESQ. VICE-PRESIDENT,

PATRICK FRASER TYTLER, ESQ.

THE following tract is included in a collection of treaties and other public documents, entitled "*Traitez entre les Roys de France et les Roys d'Escosse*," now deposited in the library of the Faculty of Advocates. It is stated by Mr. Ruddiman, in his preface to Anderson's "*Diplomata et Numismata Scotiæ*," that this compilation was made from originals in the French archives, by order of Lewis the fourteenth, and presented by that monarch to Richard Lord Viscount Preston, ambassador at the court of France in the reign of Charles the second. Another copy of the same collection is preserved among the Harleian manuscripts in the British Museum.

T. T.

EDINBURGH,
DEC. 1824.

DISCOVERS PARTICVLIER
D'ESCOSSE.

DISCOVRS PARTICVLIER D'ESCOSE.

XI IANVIER M.D.LIX.

LE ROY ET ROYNE d'Escoffe noz fouuerainz, ont en ce leur royaume telle préeminance et autorité royalle, comme et autant que autres roys chrestiens ont ou peuuent auoir sur leurs fuetz, ne reconnoissant autres superieurs que dieu, roy des roys.

Et quant aux droicts et estats de la couronne, ilz consistent en la charge de deux officiers ; sçauoir est, le controlleur et tresorier.

Le controlleur est receueur general des droictz appelléz le propriété ; la quelle gift ez fruits, rentes et reuenus ordinaires des duchéz, comtéz et autres terres et feigneuries qui sont propres a la couronne, soient vniz ou non vniz à icelle ; le

reuenue des quelles est contenu ez roolles de l'eschiquier. Lequel controlleur a en chascune contrée, certains commis particuliers receueurs, pour recevoir les dits droictz et en tenir compte. Auffy est ledit controlleur et receueur general de toutes les grandes coustumes de toutes et chascunes villes, portz et haures de ce royaume. Et pareillement a ledit controlleur particuliers receueurs en chascune des dictes villes, pour illec recevoir lesdictes grandes coustumes. Les quelles grandes coustumes consistent en ce que les marchands payent, pour transporter leurs marchandises non deffendues, comme harenc, faulmons, laynes, cuirs, draps, et autres semblables ; le prix desquelles marchandises est contenu ez dictes roolles et ordonnances de l'eschiquier.

Et pour le payement des droictz que dessus, ledit controlleur peut proceder par trois manieres. L'une est l'arrest de tous et chascuns les biens estans sur le fond, et vente consequemment d'iceux iusques au plein payement.

L'autre est de mettre les debiteurs en prison jusques audit payement.

La tierce est de les mettre à l'horne, dite rebellion, et exil du royaume ; de la quelle s'enfuit confiscation de tous leurs biens meubles, pour fault dudit payement ; et ce sans deduction de la principale debte.

Et pour l'intelligence des parolles " vniz ou non vniz," est à fauoir qu'il y a des terres au roy qui font vniz, lesquelles ne peuuent estre aliennées, ny baillées à ferme perpetuelle, dicte emphiteose, sans le consentement des trois estats. Il y a aussy des terres non vnies ; comme la comté de Murray, qui nagueres est escheue à la couronne, pour ce que le dernier heretier d'icelle estoit bastard ; et pareillement les terres du comte de Lennox et d'autres, qui pour auoir esté condannéz de leze maiesté, ont perdu leurs terres ; et icelles confiscuées a la couronne ; et le roy peult faire alienation et disposition de ces terres, sans l'aduis ou consentement desditz trois estatz.

Et desdites seigneuries et terres appartenans à la couronne, vne grande partie est baillée à ferme perpetuelle ; autre partie, à ferme pour trois, cinq, sept ou neuf ans. Et est à noter, que les tenans d'icelles qui font pour vn certain temps, ne font aucun bastiment, ne plants ou autre police sur les dites terres, pour crainte d'estre eiectéz d'icelles.

Il y a certaines marchandises prohibées et deffendues d'estre portées hors de ce royaume, sur peine de confiscation d'icelles ; comme bledz, orge, auoyne, et autres grains, chairs et greffe, poisson blanc, scauoir morue et merlue.

Le tresorier a generale intromission et charge sur les casua-

litéz ; lesquelles consistent ez droictz et proffitz que par accident et aduventure viennent à la couronne ; comme wardis, relieffis, non-entrées aux terres vaccantes, proffitz les mariages.

Item compositions données de par le roy, pour infeudations au terres vendues ou resignées entre les habitans de ce royaume ez mains du roy ; aussy tout le reuenue des biens meubles escheuz à la couronne par confiscation, et execution de iustice en cas criminel ; pareillement les compositions faictes pour remissions et pardons des crimes commis ; mesmes les biens des bastardz non legitiméz, et autres qui decedent sans hoirs.

Item les fruitz et reuenus temporelz des eueschéz, iceulz vaccans, et iusques à l'intimation des bulles de la prouision d'iceux. Finablement les proffitz qui peuuent venir des mines et du coing : et est à entendre que toutes les mines d'or ou d'argent de ce royaume appartiennent au roy, mesmes celles de plomb, duquel en l'affinant l'on peut tirer et extraire argent, comme et quel est tout le plomb de ce pays ; et ce sans donner aucun droit ou composition au sieur de la terre ou sont scituées les dites mines.

Il est à noter que toutes terres de ce royaume sont tenues du roy par ses fuiets en cinq manieres : sçauoir est, warde,

dicte en françois, garde ; la seconde est dicte blancheferme ; la tierce est appellée en bourgeoisie ; la quarte est dicte en omofne ; la cinq^e est à ferme perpetuelle, ou à certain temps, comme est déclaré en l'article de la propriété.

Warde est, quant les possesseurs d'icelles terres meurent, leurs heriteurs ne peuuent auoir possession, dicte en escossois faifine, et entrée ez dites terres, iusques à ce qu'ils font d'age de vingt vn ans complets, quant aux masles, et quant aux femelles, xiiij ans complets ; durant lequel temps, le roy tient lesdictes terres en sa main. Et à l'entrée ausdites terres, appellées faifine, les heritiers sont tenus d'aduancer les fruitz d'une année au roy pour leur entrée ; ce qui est appellée relief. Et au cas que les heritiers d'iceulx tenans terres du roy en warder ne soient mariéz, ilz sont tenus de se marier au plaisir et volonté du roy, avec touteffois de personnes de bonne renommée et pareil estat ; sur peine s'ilz y sont masles, et requis de par le roy a eux marier, de payer le double du profit qu'ilz auroient ou pouroient auoir pour ledit mariage ; et s'ilz ne font à ce requis, de payer ledit profit. Et s'ilz sont femelles, requises pour le dit mariage comme dessus, et se marient à autres personnes que à celles nommées de par le roy, elles payent pareillement le double du profit de leur mariage ; lequel mariage est estimé plus que trop chair en ce pays, et presque à la valeur des terres : Et sy elles ne sont requises, elles payent seulement la valeur de leurs mariages.

Et ou cas qu'elles ayent à faire charnellement avec aucun, sans estre avec luy mariée, elles perdent la succession dudit heritage ; et sy celle qui a à faire charnellement sans mariage a sœur, les terres qu'elle perd pour ce, sont escheues et deuolues à icelle sa sœur.

Et combien que le tenant desdites terres en warde tient aussy autres terres d'autres seigneurs aussy en warde, de quelque valeur qu'elles soient, il ne doit rien ausdits seigneurs desquels il tient aussy lesdites terres, pour raison de son mariage ; mais seulement au roy est tenu de payer tout le profit.

Et est à noter que les possesseurs des dites terres ainfy tenues, ne les peuuent vendre, ne donner, en tout ny pour la grande partie d'icelles, sans congé du roy : et s'ilz les vendent en tout ou plus grande partie, les vendeurs et acheteurs d'icelles perdent les terres, et sont confiscuées entre les mains du roy.

Blanche ferme est la plus noble et franche manière de tenir terres en ce royaume ; car les possesseurs des terres ainfy tenues ne sont tenus si non de payer annuellement, comme en la feste S^t Jean Baptiste, vne rose, ou vne paire de gands, ou autre semblable chose, en signe de liberté, comme appert par les lettres de leurs infeudations sur ce faites.

En Bourgeoisie confiste en ce, que le roy a donné certaines terres de villes et bourgages, aux habitans pour le temps ez dites villes et bourgages, pour illec faire bastir maisons ; pour lesquelles maisons est payé chascun an au roy, certaines petites sommes contenues en [roolles de] l'eschequier.

En Omofne est, que le roy a donné à l'eglise certaines terres pour faire prieres et oraisons à perpetuité.

Nonentrée. Il convient entendre que, par la coustume de ce royaume, le mort ne saisit le vif en terres et heritages ; car le possesseur trespasé, son heritier ne peut, de son propre auctorité, prendre possession des terres du trespasé, sy en prealable ne obtient lettres de la chancellerie, adressantes au seneschal, steward ou bailliff du pays ou sont scituées les dites terres, à cet effect de s'enquerir qui est le vray heritier dudit deffunct ; et l'inquisition faite de par le dit seneschal, et reproduite en la chancellerie, le dit heritier impetre autres lettres de la chancellerie, adressantes audit seneschal, steward ou bailliff, pour le mettre en possession d'icelles terres ; pendant lequel temps, le roy a lefdites terres en sa main, ce qui est appellée nonentrée : et ce droit de nonentrée a lieu en terres tenues du roy en chacune de trois manieres de tenir terres deffusdites, qui sont, warde, blancheferme, et ferme perpetuelle, dite emphiteose.

Et pour plus facilement entendre l'article, "des compositions données pour les infeudations aux terres vendues, ou resignées entre les habitans de ce royaume ez mains du roy," faut entendre que le roy n'est tenu recevoir aucunes resignations, n'autres dispositions desdites terres, si non à son bon plaisir, et pourtant pour ce composition que reçoit son tresorier.

Et pour l'intelligence de l'article, "aussy tout le reuenu des biens meubles escheuz à la couronne par confiscation et execution de iustice en cas criminel," est à sauoir que combien que aucun soit mis à mort, et executé par iustice, pour quelque cas que ce soit, il ne perd pour ce ses terres et heritages, si non en de crimes de leze maiesté. Et par les actes de parlement dernièrement faits par feu de bonne memoire Jacques roy d'Escoffe cinq°, est dict et enjoint que aucun n'ayt a brusler gerbes de bledz ou autres grains, ou faire meurtre de conseillers de la session de ce royaume, sur peine de leze maiesté. Pour autres crimes, et condamnations de corps ensuiuyes, n'y a perte ny confiscation, si non de leurs biens meubles.

Et pour l'intelligence de l'article, horné, dite rébellion, est à noter que sy aucun demeure en icelle an et iour, toutes ses terres sont confiscuées pour ce ez mains du roy, la vie durant dudit rebelle; après la mort du quel, son heritier peult succeder à icelles. Et en cas que le roy succede, pour cause de delit et crime, ez biens d'aucuns criminelz, encores

que leurs debtes fussent liquidées par sentence ou autrement, le roy n'est tenu payer aucune chose aux crediturs d'iceux criminelz.

Et quant à la maniere de proceder et faire la iustice ez causes ciuilles, faut entendre que le royaume d'Escoffe est diuisé en plusieurs vicomtez et seneschaufféz ; y a vn seneschal qui est iuge ordinaire du pays, ayant iurisdiction et connoissance en toutes causes ciuilles en la premiere instance, hors mises les matieres des terres et heritages, quant au petitoire d'icelles, en quoy ledit seneschal n'a aucune iurisdiction : Tous lesquels seneschaulx ont leurs offices en heritage, du pere au filz, et aussy de degré en degré ; réservé Orkney et Zetland, les quels deux seneschaux sont ad nutum. Et lesdits seneschaux sont tenus faire iustice à vn chacun, sans prendre ny exiger pour l'administration de iustice aucune chose des parties. Et en la seneschauffée d'Air y a trois baillages, en chacun desquels les baillifs, et chacun d'eulx, ont iurisdiction comme le seneschal, exerceans leurs offices comme luy ; lesquels sont semblablement en heritage. Et en la seneschauffée de Perth, y a deux officiers ditz "stewartz," lesquels ont tel pouuoir comme les dits baillifs ; et n'y a aucune difference desdits offices de stewarts et baillifs, si non de nom tant seulement ; lesquels baillifs et stewarts ne peuuent semblablement prendre ny exiger aucune chose pour l'administration de iustice, comme dit est des seneschaux. Toutefois

les sentences de par eulx et chascun d'eux données, sont non retractables, et sans appel aufdits feneschaux ou autres, sy non immediatement aufdits fleurs de la session.

Est à noter qu'il est permis à la partie actrice de plaider la cause deuant le iuge ordinaire, ou sy mieux luy plaist, deuant les fleurs de la session immediatement à la premiere instance, sans que la partie deffendante puisse demander renuoy ; hors mises les causes de petite consequence, et dessous la valeur de quatre vingtz liures tournois.

Et n'y a aucune appellation des sentences données de par les feneschaux. Toutefois peult la partie condamnée se plaindre aux fleurs de la session, de la sentence donnée contre elle par le dit feneschal ; lesquels fleurs de la session pourront pourtant connoistre de la cause, par la voye de complainte ; la sentence, toutefois et ce nonobstant, dudit feneschal demourant entiere et executée, iusques a la decizion desditz fleurs de la session au contraire ; si non en cas qu'il apparaisse notoirement et de prime face, aufdits fleurs de la session, de la notoire iniustice dudit feneschal ; ou qu'il ayt iugé et cognu en chose ou il n'auoit aucune iurisdiction, comme en matiere de petitoire de heritage ; et en ce cas, lesditz fleurs de la session suspendent et rompent l'execution de la sentence dudit feneschal.

Auffy tous barons de ce royaume tenans terres de baronies, ont iurisdiction au dedans desdits terres, sur leurs subiectz illec demourans, ez cas de petite consequence ; comme de iniures verbales, prinſes et ufurpations d'aucuns biens meubles, et autres petites choses et altercations auenantes iournellement entre voisins ; et ce ſans appellation, ſi non par voye de complainte auſdits ſieurs de la ſeſſion, comme deſſus eſt dit des ſentences des ſeneſchaux ; leſquelz barons ne leurs deputtez ne peuuent n'en prendre des parties pour l'adminiſtration de la iuſtice, pour ce qu'ilz ont leurs offices en heritage.

Auffy y a certains prelatz d'eglise, et autres ſeigneurs temporelz, qui ont priuilege et iurisdiction de regalité en leurs terres ; les iuges deſquelz regalitez ont telle et ſemblable iurisdiction de cognoiſtre ez cauſes ciuilles comme les ſeneſchaux. Et auenant que aucuns des habitans de leurs terres ſoient adiournéz pour comparoiſtre deuant les ditz ſeneſchaux, baillifs, ſtewarts ou autres iugez, leſdits ſieurs prelatz d'eglise et ſieurs temporels, replegent leſdits habitans de leurs terres ; c'eſt à dire, demandent et obtiennent renuoy des ditz leurs ſubiectz deuant eux ou leurs deputtez, en donnant caution au ſeneſchal de faire et adminiſtrer la iuſtice aux parties.

Touteſſois ſy les ditz habitans de regalité ſont conuenus

et adiournéz par deuant les ditz fleurs de la seffion, ladite replegiation ou renuoy n'a lieu en ce cas. Les quelz fleurs de regalité ne peuuent prendre ny exiger aucune chose pour l'administration de la iustice ; et n'y a aucune appellation de leurs sentences, si non et comme dessus est dit des feneschaulx, par voye de complainte deuant lefdits fleurs de la seffion.

Et en chascune des villes franchises de ce royaume, y a un preuost et quatre baillifs ; qui font par chascun an esleuz des habitans des dites villes, en la feste de S^t Michael communement ; lesquels preuost et baillifs ont iurisdiction ez habitans desdites villes, telle et en toute semblable comme celle des ditz feneschaulx.

Les derniers et supremes iugez en ce royaume ez matieres ciuilles, sont les fleurs de la seffion, autrement nommés le college de la iustice ; lesquels ont pleine connoissance en toutes causes ciuilles, tant en premiere qu'en seconde instance ; la iurisdiction desquelz est si grande, qu'ilz peuuent euocquer à foy toutes causes dependantes deuant tous les autres iuges de ce royaume, et leur faire inhibition et deffenses de ne proceder outre ez dites causes, sur peine de nullité de procèz et perte de leurs offices : Laquelle inhibition et deffense n'ont accoustumé de faire lefdits fleurs, sy non en cas concernans le fait et estat du parlement de ce royaume, ou quand les parties, ou vne d'icelles, ne ozent comparoistre par deuant ledit

ſeneſchal, ou pour autres grandes et vrgentes cauſes et raiſons ; et ce, ante litis conteſtationem, et in ſtatu in quo erat lis apud iudicem a quo. Leſdits fleurs procedent en toutes leurs cauſes ſommairement ; et combien que la citation ſoit par eſcrit, et la coppie d'icelle baillée à la partie deffendante, ce neantmoins, ſur toute la reſte du procèz, les partyes ſont contraintz de reſpondre et repliquer par viue parolle, ſans ce qu'il leur ſoit octroyé delay aucun pour foy aduifer ; ſi ce n'eſt pour auoir inſpection des droitz des parties et eſcriptures produittes, à quoy on leur aſſigne le lendemain.

Les dits fleurs ſont nombre de quinze ; ſçauoir eſt, vn preſident, et autres ſept touſiours de l'eſtat ſpirituel, et ſept autres gens laiques. Et pour leur eſtat et entretènement, leur a eſté accordé de 11^m $viii^e$ liures tournois, impoſée par le feu pape Clement vij^e ſur les prelatz de l'eſliſe de ce royaume ; et eſt diſtribuée en maniere de diſtributions quotidiânes, aux reſidentz et non à autres ; car les abſens, ſoit par cauſe de maladie, ou pour la republique, ou autre cas tant que peut eſtre neceſſaire, ne ſont aucunement participans des dites diſtributions.

Les dits fleurs viennent et ſe aſſieſſent à la ſeſſion, chacun iour ouurable au matin, trois heures deuant diſner ; et ont vaccances depuis le dernier iour d'Aouſt, iuſques à l'vnzieſme de Nouembre ; et depuis la veille de Paſques fleuries, iuſques

au dimanche de Kafimodo ; et du mercredi precedant la feste de Pentecouste, iusques au iour et feste du dimanche de la Trinité.

Et quant à l'adminiftration de iustice ez caufes criminellez, lefditz fenefchaulx, baillifz et stewartz ont, chacun en leurs pays, iurisdiction et puiffance de punir homicides et mutilations nouuellement faites ; c'est à fauoir, dedans trois iours après le crime commis. Car lefditz officiers font tenus d'apprehender les meurtriers et mutilateurs incontinent après le fait, et faire de ce soudaine et briefue iustice, tellement que s'ils ne le font dedans ledit temps de trois iours, leur iurisdiction est pour ce expirée ; et partant font tenus de mettre ez mains de la fupreme iustice, lefdits meurtriers et mutilateurs.

Pareillement lefdits officiers ont iurisdiction de punir les larrons qu'ilz trouuent faifz de larçin, et les recepteurs d'iceulx ; de quoy font auffy tenuz de faire briefue et soudaine iustice. Auffy lefditz officiers ont iurisdiction de punir tous qui frappent et bleffent aucuns, et font effufion de fang, ou font autres iniures corporelles, et à tant soudainement et de brief, que de long temps après le crime faict.

Auffy lefditz barons qui tiennent leurs terres en baronnie, ont iurisdiction criminelle fur les habitâns de leurs terres,

comme et autant que lefdits officiers ont iurisdiction de punir tous qui frappent et bleffent aucuns, et font effusion de fang, ou font autres iniures corporelles, fy mort ou mutilation pour ce ne s'enfuit.

Semblablement, pour ce que larcin est fort commun en ce royaume, et à ce eüter, les dits barons ont semblable pouuoir de punir les larrons et recepteurs, comme ont les ditz sene-schaulx ; et pour ce faire, ont autorité d'eriger en leurs iurisdiccions, tant de potences qu'il leur plaist.

Mesmes lefditz iuges de regalité ont priuilege, et pleine iurisdiction en leurs terres, de punir tous crimes, tant vieux que nouueaux, hors mis les crimes de leze maiesté, et les quatre cas reseruez à la couronne ; qui font, rauissement des filles et femmes, et rapine publique avec resistence, brullement, et homicide secet non confessé. Lesquelz iuges de regalité, auenant que leurs suietz soient conuenus par deuant autres iuges, ils les replegent ; c'est à dire, demandent et obtiennent renuoy de leurs dits suietz deuant eulx, pour crimes par eulx commis ez terres de la regalité ; en donnant par iceulx iuges de regalité, caution de faire et administrer iustice.

Et aussy y a en ce royaume, iustice generale, laquelle a puissance de cognoistre en tous crimes. Et combien que

pour ce iourd'huy n'y en ayt qu'un, touteffois le temps passé y en auoit deux ; l'un estoit par de là la riuere de Forth tirant vers le north ; et l'autre, de l'autre coste de la riuere tirant vers le south. Sur quoy conuient entendre, que ez sentences criminelles, tant données de par les fenefchaulx, iuges de regalité, barons et autres iuges, n'y a aucun appel, mais d'elles s'enfuit incontinent l'exécution ; et en cas que les heritiers de celuy mis a mort, voyent que le iuge ait mal procedé contre luy, ilz peuuent, par voye de simple querelle, se plaindre au roy, et aux trois estatz de ce royaume, estans assembléz en plein parlement, et demander reduction et rescizion dudit procèz. Sur quoy faut noter, que tous et chascuns les officiers ont leurs offices en heritage, c'est à dire du père au filz, et de degré en degré, excepté seulement l'office de la iustice generale dessusdit, les officiers de la quelle sont ad nutum principis ; tous les quelz officiers ne peuuent exiger ne prendre aucune chose des parties pour l'administration de la iustice criminelle.

Et quant à l'exécution et punissement des crimes de leze maiesté, communement appellé en ce royaume, trahison, il y a deux manieres d'y proceder. L'une est que quant aucun est suspect dudit crime, le roy ordonne que les trois estatz de son royaume soient assembléz en parlement, et son aduocat fait adiourner le criminel pour comparoir deuant sa maiesté et la iustice generale audit parlement, pour illec respondre

aux crimes continus en la citation. Et à icelle fin que ledit criminel, au iour à luy assigné, soit prest de promptement respondre aux pointz et crimes de la dite citation, le double d'icelle luy est baillé ou offert ; car au premier iour il est tenu de comparoir, et vser de toutes ses deffenses. Et s'il ne compare au iour à luy assigné, on procede in pœnam contumaciæ ; receuans toutes probations, et autres choses nécessaires pour la deduction du procèz allencontre de luy, tout ainfy que s'il auoit personnellement comparu ; et selon les merites de la cause, donnent sentence absolutoire ou condemnatoire. Et s'il est condamné d'auoir commis crime de trahison et de leze maiesté, par la sentence donnée contre luy, il forfait au roy et perd ses vie, terres, heritages et biens quelconques ; et à iamais est incapable d'office honneur et dignité en ce royaume, et le memoire de luy est et doit estre abolie et exteincte. Et comme les ditz traistres sont destituéz et priuéz de toutes heritages et tiltres, leurs aduenans par succeffion de leurs progeniteurs et ancestres ; pareillement leurs heirs et posterité descendans d'eux, sont repoufféz de toute succeffion d'heritages, offices et biens quelconques qu'ilz pourront acclamer, demander, et dire leur estre deues, pour auoir esté procrééz et engendrez dudit traistre, soit en ligne droite, ou à latere dudit traistre ; et ce pour ce que le dit traistre est comme l'arbre secq et pourry, par le quel nul humeur ny nourriture peult venir aux branches et fruiets d'icelluy ; et est tamquam inhabile medium disiungens extrema. Et est commandé à

tous fenefchaulx, et officiers quelconques de ce royaume, de pourfuiure, chercher et apprehender ledit traiftre, et de l'amener à la iuftice pour eſtre executé comme il appartient.

La maniere de l'exécution eſt communement de les pendre, decapiter, et mettre leurs corps en quatre quartiers, et faire mettre et attacher leurs membres ez lieux publics, pres le lieu ou a eſté faite la dite exécution.

Et des dites ſentences de forfaitures données par le parlement, n'y a aucune appellation, ſy non que les heritiers dudit traiftre peuuent, par la voye de ſimple querelle, ſe plaindre au roy et trois eſtatz de ce royaume eſtans aſſembléz en plein parlement, et demander reſcizion et reduction dudit procèz ; la premiere ſentence demeurant touſiour entiere iuſques à la reduction d'icelle.

La ſecond maniere de proceder en crime de leze maieſté eſt, ſy ceulx qui ſont ſuſpectz dudit crime ſont apprehendéz et conſtituéz priſonniers, l'advocat du roy peult proceder par voye d'accuſation deuant ladite iuſtice generale, et faire mettre le criminel en la connoiſſance d'une affize de treize, quinze ou pluſieurs perſonnes non ſuſpectz, qui ſans ſuſpicion peuuent connoiſtre de la cauſe. Et ſy ledit priſonnier eſt déclaré par ladite affize coupable, le iuge le fait condamner, et

donne sentence allencontre de luy, toute telle que fy ladite sentence eust esté donnée en parlement ; et a semblable force et vigueur comme si celle estoit donnée en parlement, et n'est retractable fy non par voye de simple querelle, comme dict est. Et fy le criminel n'est apprehendé, l'aduocat du roy peult leuer lettres et commandement, adressantes aux sene-schaulx et autres officiers du roy, pour le faire adiourner comparoir deuant ladite iustice generale, pour illec respondre aux crimes continus en la citation ; auquel criminel est commandé de donner caution, dedans six iours après le commandement, qu'il comparoiftra au iour a luy assigné, sur peine de rebellion dite la horne ; et à fault de donner la dite caution, ledit aduocat le peult faire declarer rebelle, que l'on dit mis à la horne. Et s'il donne caution et comparoist, il est tenu d'vser toutes ses deffenses au premier iour, et endurer le iugement de ladite affize, et receuoir sentence condemnatoire ou absolutoire comme dessus. Et au cas qu'il donne caution et ne comparoisse, sa caution est iugée de payer amende pecuniaire ; et le criminel est mis à la horne pour cause de sa contumace. Et ne peult ladite iustice faire autre voye de proceder, si non celle que dessus, pour raison de l'absence dudit criminel.

Et est à noter que, si l'affize purge et absout l'accusé qui a merité estre condamné, en ce cas l'aduocat du roy peult faire ladite affize endurer le iugement et sentence d'une plus grande affize ; laquelle doit estre, pour le moins, de vingt

cinq perſonnes, doublant le nombre de la premiere affize : et ſ'il eſt trouué par la grande affize, que la premiere ait erré, ceulx qui ont fait ladite premiere affize ſont condamnéz d'eſtre perjures, et punis comme il appartient. Et fault entendre que pour auoir condamné ledit accusé par ladite premiere affize, il ne ſ'en peult auoir ny faire autre affize, ſoit a l'inſtance dudit aduocat, ou de la partie, mais ledit iugement tient inuiolablement. Et cet ordre, que la premiere affize doit ſouffrir le iugement d'autre plus grande, pour raiſon de leur iniuſte abſolution, c'eſt fait et eſt commung en toutes cauſes criminelles, là ou eſt procedé par voye d'affize.

Eſt à noter que, ſi les dits ſeneſchaux, baillifs, ſtewartz, ou autres iuges ayans leurs offices en heritage, ne font deue execution et iuſtice deſditz criminelz, ils perdent pour ce leurs offices, et ſont punis en leurs corps et biens, ſelon la qualité du criminel et des crimes par luy commis. Et auſſy, ſy les ſentences deſditz iuges données en cas ciuil ſont reduites, et retardées par les ſieurs de la ſeſſion, pour l'iniquité et iniuſtice des iuges ; ſ'ilz ont leurs offices en heritages, ils perdent l'adminiſtration d'icelles pour trois ans, et leurs corps ſont imprifonnéz par l'eſpace d'un an, et plus ſi au roy plaift, outre l'intereſt de la partie greuée ; et ce pour la premiere ſentence. Et ſy deux de leurs ſentences ſont annullées pour l'iniquité d'iceux iuges, ilz perdent leurs offices leurs vies

durantes, et sont punis par l'emprisonnement de leurs personnes, et perdent leurs biens meubles au vouloir du roy. Et sy trois de leurs sentences sont cassées et annullées comme dessus, ils perdent leurs offices pour iamais, outre l'emprisonnement, la perte de leurs biens, et l'intérest de la partie comme dessus. Et s'ilz n'ont leurs offices que pour leur vie durant, pour auoir une fois mal iugé et condamné, ils perdent leurs offices, et sont punis par corps et biens, comme dict est de ceux qui ont leurs offices en heritage.

Le crime de trahison, autrement appelé en ce royaume leze maiesté, consiste en trois especes ; c'est à sçavoir, *proditio in regem, regnum, et exercitum* ; lesquels trois pointz sont sy amplement interprétés et extendus, que toute maniere et espece de leze maiesté se peult comprendre es dites trois manieres. Car par les statuts, loix, actes et ordonnances de ce royaume, et sentences données par le parlement d'icelluy contre les traistres, on peult connoistre et entendre, que les pointz de trahison sont presque du tout telz et tellement esteintz, comme est en droit commun ; tellement qu'il est quasi impossible que cas de leze maiesté puisse aduenir, qu'il n'ait loy expresse, ou coustume, suffisante pour la punition d'icelle. Et pour ce que le crime de leze maiesté est de soy meme fort detestable et horrible, ainsy de temps passé la iustice sur la punition deditz crime a esté fort rigoureusement

executée allencontre des plus grands personages de ce royaume ; comme le Comte de Douglas, le Comte de la Marche, le Comte d'Athol, le Comte de Ross, et le Seigneur des Isles ; qui, pour crime de leze maiesté et rebellion faicte contre les roys, ont esté par sentence condamnéz, et leurs terres possédées iusques a ce iour par la couronne. Et pour ce qu'il seroit trop long de mettre par escrit toutes les dites loix et sentences, il souffira, pour le present, faire extraict d'aucunes d'icelles que, pour la punition des crimes auourd'huy faictz, sont plus conuenables : car quant a la reste, elles sont ayfées a trouuer dedans les loix, ordonnances, sentences et coustumes escrites, et continues au long aux liures du registre du parlement.

En l'acte et ordonnance 3^e de parlement faict par le feu roy Jacques premier de ce nom, et ez actes xxv et xxvi du dit roy, est declaré et déterminé, que sy aucun manifestement ou notoirement rebelle contre le roy, il encourt la peine de forfaiture, qui est, perte de ses vie, terres, heritages et biens quelconques.

Item, en l'acte vingt^e du roy Jacques le second, est statut et ordonné, que nul ne fait rebellion contre la personne du roy, ny contre son autorité ; et sy aucun est trouué sy temeraire de ce faire, il soit puny selon la qualité de la rebel-

lion, par l'aduis des trois estatx du royaume. Et en cas que aucun en ce royaume, publicquement ou notoirement rebelle contre le roy, ou face la guerre contre les fuiets du roy, estant prohibié de ce faire, le roy, ayant l'affistance de tout son royaume, le doit inuader, pourfuiure, et avec toute rigueur en faire punition, selon la qualité du crime : surquoy fault noter, que la peine est arbitraire, ayant respect à la qualité et quantité du crime.

Item, en l'acte cent cinquante dudit roy Jacques le premier, et audit acte vingt de Jacques le second, et plusieurs autres, est déclaré que ceux qui volontairement recettent, maintiennent, font faueur, ou donnent assistance, conseil, confort, fortification, supply ou ayde aucune, à ceux qui pour crime de leze maiesté sont condamnéz, forfaitz ou bannis, qu'ilz soient condamnéz, forfaitz, et estre punis comme le principal, et encourent toute et telle peine pour ce faire comme le dit criminel principal.

Item, en l'acte cent vingt neuf dudit roy Jacques le second, est dit, que sy aucun ayt commis trahison contre la personne du roy, ou contre sa maiesté, ou se leue ou se mette en armes en maniere de guerre, alencontre de luy, ou qu'il mette les mains en sa personne violement, de quelque age que le roy soit, ieune ou vieil, ou qu'il recete aucuns qui ayent commis le crime de trahison, ou qu'ils leur portent ayde ou supply, soit

par conseil, confort ou autrement, ou qu'ilz garnissent les maisons dudit rebelle de victuailles, ou autre choses à l'advantage desdits rebelles, ou qu'ilz assaillent chasteaux et places ou le roy fera pour le temps, sans le consent et aduis de trois estatz, ils seront punis comme traistres, et commettans crimes de leze maiesté.

Item, faire faulxe monnoye est crime de trahison, et nul en ce royaume n'a puissance de forger, ou faire imprimer monnoye, soit d'or, d'argent, ou autre monnoye d'alloy, s'il n'a commission du roy pour ce faire, sur peine de trahison ; comme est déclaré en l'acte xxiiii^e du dit roy Jacques le second, et plusieurs autres.

Item, il n'est permis à aucun de ce royaume tenir maison ou forteresse contre le roy, estant requis et commandé de laisser ladite maison pattente et vuide, au nom du roy, dedans fix heures ; lesquelles completees apres commandement fait, et ne la laisse pattente et vuide comme dessus, il commet crime de trahison, et perd la vie, terres et biens quelconques : comme fust pratiqué contre le Lord Crichton, et aussi contre Normant Lesly et M^r Henry Balneis, durant le temps que Monsieur le Duc tenoit l'autorité de ce royaume.

Item, après que le feu Jacques Comte de Douglas fust condamné de trahison, en plein parlement, pour avoir rebellé

contre le roy et fon autorité publicquement, et attain des autres crimes de leze maiefté, du temps de Jacques le fecond ; a esté fait ordonnance continue en l'acte cent cinq^{te} quat^e dudit roy, que aucun de quelque estat ou condition qu'il fust, ne recoiue, ny loge, ny fasse faueur, fortification ou sup-
ply par quelque voye que ce soit, au dit Jacques Comte de Douglas, ses freres, complices et compaignons, sur peine de perdre leur vie, terres, et biens quelconques, ipso facto ; et aussy que nulles personnes procréés de ceux qui auoient esté condamnéz audit parlement, ne succedaissent a aucuns heritages en ce royaume ; laquelle ordonnance est communement et inuiolablement practiquée et obseruée pour loy en ce royaume.

Item, le sept^e jour d'Auril l'an 1522, monfieur le duc d'Albanie, lors gouuerneur en ce royaume, les trois estatz estans en parlement assembléz, sentence de forfaiture fust donnée contre Jehan Summerwell fleur de Camnetham, qui pour auoir commis les crimes qui l'ensuiuent, il auoit encouru le crime de trahison de leze maiefté, et tous ses biens pour ce furent confisquéz ; qui sont, pour auoir par le dit Jehan fait cruelle et traifonnable enuasion sur les personnes de tres reverend pere en dieu Jacques archeuesque de Glasgow, chancelier, et Jacques comte d'Arran, deux des regens de ce royaume, constituéz en l'absence dudit duc d'Albanie gouuerneur ; les ditz archeuesque et comte allans de leur

maison dedans la ville d'Edinbourg, au pretoire de la dicte ville, pour l'adminiftration de la iuflice, le lundy dernier iour d'Auril l'an 1520 ; contre lefquelz regens, ledit Jean avec fes complices, en ordre de bataille, fur le grand chemin, traifonnalement venit avec armes inuafibles ; et pour auoir traifonnalement fait expulfion et deiecté les dits regens, et la refte des feigneurs, hors de ladicte ville, eulx eftans deputtez pour l'adminiftration de iuflice en icelle ; et pour auoir fait traifonnable refiftance et empeschement aufdits regens et feigneurs eftans avec eulx, tellement qu'ilz ne peuuent faire ny adminiftrer la iuflice au fuietz du roy ; parce qu'ilz auoient esté contraintz par ledit Jehan et fes complices, par la voye d'armes, fortir de ladicte ville.

Item, pour auoir traifonnalement faict conuocation et afsemblée d'aucuns traiftres et rebelles de ce royaume, et figamment de Daud Hume de Waderbourn et fes freres, avec vne grande compagnie des larrons et autres malfaiteurs, le premier iour de [May] l'an 1520, les mettant en ordre de bataille et guerre, en l'adueu de noftre fouuerain, fur vne terre dit Burrow-muire près Edinbourg ; et pour auoir traifonnalement conuoqué et afsemblé les fuietz du roy en bataille, en l'adueu dudit fouuerain, aux villes de [Linlithgow] et Stirling, nonobftant que ledit Jean et fes compagnons auoient esté admonestéz et inhibéz de par le roy, de foy deffister de ce faire fur peine de trahifon.

Item, ledit Jean, à son retour, pour auoir traifonnablement mis ses gens en ordre de bataille, contre ledit Jacques comte d'Arran, et l'auoir inuadé ; laquelle inuasion fust reputtée comme contre la personne de nostre fouuerain, pour ce que ledit comte d'Arran estoit pour lors un des regens de ce royaume, et lieutenant pour le roy en la marche orientale vers Angleterre ; et ledit Jean et ses complices ont tué diuers fuietz du roy, estans sous la charge dudit comte d'Arran.

Item, le cinq^e iour de Septembre l'an 1528, sentence de forfaiture fust donnée en parlement contre le feu comte d'Angus, pour auoir commis le crime de trahison qui enfuit ; à sauoir, pour n'auoir obey au commandement du roy, fait et deuifé par les fleurs de son conseil ; et pour auoir faict conuocation et assemblée des fuietz de ce royaume dedans la ville d'Edembourg, par l'espace de huict iours continuellement ; et pour auoir muny et garny les chasteaux de Tamtallon et Newerk, avec gens, artillerie et enuictuaillement, contre la maiesté du roy ; et pour auoir fait assistener et maintenir au laird de Johnston, à piller et brusler les fuietz de ce royaume, de iour et nuict, avec compagnies de larrons ; et pour auoir detenu la personne du roy contre sa volonté, continuellement par l'espace de deux ans, contre le decret de messieurs de son conseil.

Item, le xiiii^e iour de Mars 1540, feu Jacques Coluil, fleur

de Easterwyms, pour auoir fait certains crimes de leze maiefté en sa vie, il eust sentence de forfaiture contre luy, après sa mort, ses femmes et heritiers à ce appelées, et les parolles condemnatoires de la sentence sont telles : La cour de parlement ordonne et declare, que pour autant qu'il est trouué et entendu par le dit parlement, que feu Jacques Coluil de Easterwyms cheuallier, a incouru les peines de crimes de leze maiefté, pour auoir traifonnablement desobey et refusé de faire le commandement du roy, par lequel luy fust commandé de se constituer prisonnier au chasteau de Blaknessé ; passant hors de ce royaume à la compagnie d'Archibald feu comte d'Angus, et George Douglas son frere, traistres et rebelles, et traictant et communiquant avec eux la ruine de sa maiefté, de ses suietz et de son royaume : Pour lesquelles causes la cour ordonne et decerne, que la memoire dudit Jacques soit du tout abolie et esteinte ; et que tous ses biens meubles et immeubles, tant terre qu'autres biens quelconques, appartenant audit Jacques, lors et depuis iusques à son trespas, feussent au roy confisquéz ; et demeurer ez mains du roy tousiours comme sa propriété, avec tous autres biens par ledit Jacques disposéz, tant à sa femme que à ses enfans, depuis qu'il a commis ledit crime ; encore que lefdits biens soient de par eux possedéz, neantmoins ayent a demeurer avec le dit nostre souuerain dorefnauant en temps aduenir.

Item, le premier iour de Juillet 1549, durant le temps que

Monfieur le duc de Chastellerault auoit le gouuernement de ce royaume, fentence fust donnée en parlement contre les heritiers de feu Georges Cockburne, en fon viuant habitant à petit Leyth, pour autant que ledit Georges auoit commis faict de trahifon contre noftre fouueraine dame, fon autorité et fon royaume, par plufieurs manieres contenues en ladite fentence ; par laquelle fut dit que la dit Georges auoit forfait tous fes biens meubles et non meubles, terres, heritages, et biens à luy appartenans, tant le temps de fon deçedz que tous autres, et quelconques fes biens et terres, aliénez ou difpoféz par aucune voye que ce foit, et à quelconques perfonnes, depuis et après la perpetration defdits crimes ; et qu'ilz appartennoient dorefnauant à noftre fouueraine dame comme fon propre ; et auffy que le nom et renommée dudit feu Georges foient totalement abolлиз, eftointz et oubliéz de tout temps futur.

Plus eft à entendre, que les fenefchaux, bailifz, ftewartz, confeillers de la feffion, officiers de la iuftice royalle generale, et autres officiers fufditz, n'ont aucun estat ny entretenement du roy pour l'adminiftration et exercice de leurs ditz offices,

Ce iourd'huy xi^e Januier, mil cinq cens cinq^e neuf, par commandement et ordonnance de la royne douairiere et regente de ce royaume, auons figné ce prefent cahier, conte-

nantz treize feuilletz et demy, escritz paraphéz par nous,
M^{re} Jacques Makgill, clerc du registre, et Jean Bellenden,
clerc de la iustice de ce royaume d'Escosse, pour estre enuoyé
au roy et royne nos fouuerains.

[J. MAKGILL.]

J. BELLENDEN.





